ELLES COMPTENT REDÉPLOYER LEUR PARTENARIAT VERS L'OFFSHORE ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Sonatrach et ENI tournent la page

Six ans après l'éclatement du scandale qui a décapité leurs managements respectifs, Sonatrach et ENI tournent cette page de leur histoire à la faveur de nouveaux partenariats qui se déploient vers le domaine des énergies renouvelables. En signe d'estime, le géant énergétique italien a tenu une réunion de son conseil d'administration hier à Bir Rebaâ.

De notre envoyé à Bir Rebaâ, Lyas Hallas

C'est la première centrale de 10 mégawatts qui devrait servir de projet pilote à Sonatrach pour en construire plusieurs autres afin d'approvisionner ses installations pétro-gazières en électricité. Et la compagnie nationale a choisi le champ pétrolier exploité en partenariat avec Agip, filiale de la compagnie italienne ENI, à Bir Rebaâ Nord (BRN) dans la wilaya de Ouargla, non loin de la frontière avec la Tunisie, surtout pour sa symbolique. Puisque le projet de BRN a été lancé en 1995 en pleine tourmente où l'investissement en Algérie n'intéressait personne à cause des problèmes de sécurité.

Hier, le P-dg de Sonatrach, Amine Mazouzi, et son homologue italien, l'administrateur délégué d'ENI, Claudio Descalzi, ont ainsi posé la première pierre du projet de réalisation de cette centrale photovoltaïque qui devrait utiliser 32 000 panneaux solaires pour économiser six millions de mètres cubes de gaz. C'était aussi l'occasion pour le conseil d'administration de la compagnie italienne de se réunir en Algérie et exprimer l'excellence du partenariat de sa compagnie avec Sonatrach. «La tenue du conseil d'administration de la compagnie qui a réuni aujourd'hui (hier, ndlr) à Bir Rebaâ Nord son top management pour la première fois en dehors d'Italie, était un geste qui montre l'intérêt que voue ENI à sa coopération avec Sonatrach», a déclaré Claudio Descalzi. Et d'indiquer que «ENI a investi en Algérie 11 milliards d'euros depuis 2010, soit, a-t-il souligné, 30% de l'ensemble des investissements réalisés dans le pays durant cette période».

Un joint-venture pour les énergies renouvelables

En effet, la centrale photovoltaïque de BRN, qui sera mise en service à la fin de l'année en cours et qui fournira une bonne partie des besoins en électricité dudit champ pétrolier, est la première réalisation émanant de l'accord signé entre les deux géants énergétiques en novembre 2016 pour développer, ensemble, les énergies renouvelables. «Nous allons créer un joint-venture pour réaliser des centrales photovoltaïques à travers toutes nos installations», a précisé Amine Mazouzi. «En plus du double avantage économique de réduire les coûts énergétiques de production et dégager d'importantes quantités de gaz à reverser sur le marché domestique ou à exporter, le laboratoire de recherche annexe à cette centrale photovoltaïque nous permettra d'identifier les technologies les plus adaptées à la production de l'électricité photovoltaïque dans le sud de l'Algérie. C'est un vrai projet social citoyen avec tout ce que cela entend de respect de l'environnement, etc.», a estimé Claudio Descalzi.

Un partenariat à travers lequel Sonatrach et ENI comptent tourner la page des scandales de corruption qui, il y a six ans, ont décapité leurs managements respectifs et terni leur image à cause de procédures judiciaires à rebondissements, en Algérie comme en Italie, lesquelles n'ont toujours pas connu leur épilogue. Elles font désormais bloc pour redéployer leur partenariat dans les énergies renouvelables. D'abord à travers les centrales photovoltaïques qui approvisionneront les installations pétro-gazières. Ensuite en prenant part dans le programme national que s'apprête à lancer l'Etat algérien.

Un programme de 4 000 mégawatts répartis sur une trentaine de projets qui associeront des partenaires nationaux et étrangers suivant la règle 51/49 et où Sonatrach est appelée à prendre 40% de parts dans toutes les associations. «Nous sommes en train d'étudier les opportunités avec notre partenaire Sonatrach», a révélé Claudio Descalzi.

D'ailleurs, et comme l'a souligné Claudio Descalzi, le projet de la centrale photovoltaïque de Bir Rebaâ Nord inclut la mise en place d'un laboratoire de développement et d'expérimentation des nouvelles technologies dans le domaine des énergies renouvelables justement.

«Aligner le prix du gaz pour pouvoir le vendre»

Il convient enfin de souligner que la tenue de la réunion du conseil d'administration de l'ENI en Algérie intervient au moment où des négociations entre les deux partenaires sur la révision des prix du gaz sont en cours. C'était pour montrer que les deux compagnies sont sur la même longueur d'onde à ce sujet puisque les propos attribués la semaine dernière à l'administrateur délégué de l'ENI ont froissé le management de Sonatrach et créé la confusion.

Photo : Samir Sid

Amine Mazouzi, P-dg de Sonatrach.

Ce geste vient donc clarifier les choses et consolider le pacte entre les deux partenaires. En marge de la pose de la première pierre de la centrale de BRN, Claudio Descalzi était explicite : «Nous sommes liés avec Sonatrach par des contrats de long terme indexant le prix du gaz sur celui du pétrole. Mais, pour pouvoir le vendre sur le marché européen, nous devons aligner nos prix sur ceux pratiqués sur les hubs européens.» Et à Mazouzi de conclure : «Nous révisons les prix régulièrement, presque chaque année, en fonction de l'évolution du marché et de l'intérêt commun.» Dans le même contexte, l'administrateur délégué de l'ENI a noté que Sonatrach a exprimé son intention d'exploiter le potentiel de gaz algérien en offshore et cette opportunité fait partie également des projets à développer à l'avenir. «Nous avons identifié des projets que nous pouvions développer ensemble dans au moins trois pays. Mais, à cause de la chute des prix du pétrole qui a amené les compagnies à revoir leurs plans d'investissement à la baisse, Sonatrach a priorisé l'investissement en Algérie», a rappelé Descalzi.

L. H.

LE SNAPO, LA BDL ET L'ANEM SIGNENT LEURS PROTOCOLES D'ACCORD

Des facilités pour les jeunes pharmaciens

Le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo) a procédé à la signature de deux protocoles d'accord avec l'Agence nationale de l'emploi (Anem) et la Banque de développement local (BDL).

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Selon Mohamed Krim, P-dg de la BDL, ce protocole permettra aux adhérents du Snapo (pharmaciens et distributeurs de médicaments) d'avoir un accès plus facile aux crédits que ce soit des crédits de consommation ou d'investissement ou pour la gestion de leurs fonds ou recouvrement.

Pour rappel, le DG de la Cnas, Tidjani Hassan Haddam, et le P-dg de la BDL, Mohamed Krim, en présence des directeurs d'agences Cnas des différentes wilayas du pays, ont signé une convention pour faciliter le «e-paiement» des cotisations de sécurité sociale, en juin 2016. Aussi, cette convention, en plus des avantages qu'elle offre, permettra un traitement plus facile des dossiers que lorsque la démarche est faite à titre individuel. M. Mohamed-Tahar Challal, P-dg de l'Anem, a déclaré que la signature de ce protocole avec le Snapo permettra le recrutement des jeunes diplômés. «Nous avons prévu le recrutement de 450 jeunes diplômés de différents profils», a-t-il souligné, précisant que cette opération au niveau de la capitale est une opération pilote, appelée à s'élargir sur tout le territoire national. Dans ce cadre, le président du Snapo a déclaré qu'«il y a une carence en formation des préparateurs en pharmacie. Cette formation sera qualifiante et nous jugeons utile de nous adresser à l'Anem. Pour cela, nous avons fixé des profils universitaires, ce qui leur permettra également d'acquérir de l'expérience».

Quant au marché du médicament, le Dr Kiared Bachir, vice-président du Snapo, a fait part de l'inquiétude de la famille de la pharmacie quant à la loi sanitaire qui prépare de grands changements dans le décret de 2009. Ajoutant que beaucoup de dossiers et de lois sont en cours d'études entre la Snapo et cinq différents ministères et, a-t-il souligné, les pharmaciens ont investi dans la distribution du médicament que dans l'industrie pharmaceutique et c'est pourquoi, le Snapo soutient l'idée de mettre en place la Fédération algérienne du médicament. Il a également souligné que l'Agence nationale des produits pharmaceutiques régule le marché national des médicaments et que la loi sanitaire qui augure l'établissement d'un assistant en pharmacie, doit être prochainement votée au Parlement.

Le même responsable déclare que le Snapo a toujours mis en valeur la production nationale laquelle a, à sa disposition, des outils juridiques, réglementaires et techniques à travers le Laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques, ainsi que des institutions qui assurent le suivi à travers le Centre national de pharmacie et matériaux qui obéissent à la vigilance et la réglementation qui obligent chaque producteur à procéder lui-même au contrôle de la qualité des produits, selon les normes fixées par la réglementation et «nous n'avons aucun doute quant à la qualité des produits fabriqués localement».A ce titre, la création de l'Agence nationale du médicament est très importante, au vu du manque flagrant de certains médicaments. Cette agence a prévu une direction de contrôle du circuit du marché des psychotropes et leurs composantes. L'Agence prévoit de promouvoir la production pharmaceutique qui «fera un gros effort, d'ici 2018, pour régler les problèmes de pénuries», a déclaré la directrice. Cette agence qui repose sur trois piliers : la santé, l'économie et le développement, aura besoin également de pharmaciens inspecteurs, selon l'intervention d'un membre, «mais que jamais l'Algérie n'a vu en poste».

Lors des débats, la parole a été donnée à un pharmacien qui n'a pas manqué de pointer du doigt ces différents laboratoires qui produisent un même médicament, causant ainsi une grande perte au Trésor public, pendant que l'actualité souligne une nette avancée dans l'industrie pharmaceutique quasiment tous les médicaments, du moins les plus nécessaires, comme pour les malades cancéreux, sont importés.

M. A.-S.